

Nourrir notre monde



Louise-Maude Rioux Soucy

29 décembre 2023

ÉDITORIAL

À la faveur des Fêtes, l'équipe éditoriale poursuit sa réflexion sur les défis individuels et collectifs qui façonneront notre monde des prochaines années sous l'angle des solutions, dans la mesure du possible. Aujourd'hui : la souveraineté alimentaire.

Échaudés par une pandémie qui nous a collectivement dessillé les yeux sur nos fragilités, les gouvernements Trudeau et Legault se sont faits les chantres d'une souveraineté alimentaire à conquérir. C'est heureux, il n'y a pas plus zélés que les fraîchement convertis. Mais mesurent-ils bien ce que la poursuite de cet idéal va nécessiter en énergie, en moyens et en sacrifices ?

C'est que la zone cultivable est une ressource précieuse qui non seulement ne se renouvelle pas, mais s'appauvrit dès qu'on baisse la garde. Au Québec, cette zone n'occupe que 4,7 % du territoire ; 2 % si on s'en tient à la portion cultivée ou en pâturage. Or, moins du tiers présente un fort potentiel pour tous les types de cultures. Notre garde-manger n'est pas que modeste, il est frugal.

Et que fait-on de ce patrimoine collectif ? On réserve près de 70 % de nos meilleures terres à l'alimentation des animaux sans veiller jalousement sur ce qui reste. Il faudrait plutôt privilégier une agriculture plurielle, durable et locale, fortifiée par des productions à petite échelle en plus de valoriser les pratiques régénératrices des sols. On sait tout cela, mais on résiste à s'engager résolument dans cette direction, assis sur du temps emprunté, comme si demain n'existait pas.

Or, non seulement demain existe, mais il sera rude pour notre garde-manger. Le réchauffement climatique n'annonce pas qu'un heureux allongement des périodes de croissance pour le Québec. Les événements météo intenses comme les dérêchos ou la grêle vont se rapprocher et gagner en véhémence, les périodes de sécheresse et de chaleur extrême vont s'allonger, les insectes ravageurs proliférer, la protection du couvert neigeux, si précieuse pour certaines cultures, se réduire comme peau de chagrin.

On voit venir tout cela, et on continue tout de même à grignoter notre patrimoine commun. En un quart de siècle, Québec a [cédé l'équivalent de 1800 terrains de football](#) de terres cultivables. Les pressions se font spécialement fortes avec la [crise du logement](#) et une économie avide d'espaces. De l'aveu du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, on sait déjà que la filière batterie risque d'empiéter sur des portions de notre garde-manger. Sans compter de pures aberrations comme ces 12 hectares de terres arables que [GoodLeaf a pu bétonner en toute tranquillité pour ériger une serre hydroponique verticale](#) à Longueuil.

L'Alliance SaluTERRE, qui rassemble des organisations issues des milieux agricole, environnemental et de l'aménagement, milite pour un objectif de zéro perte nette par artificialisation. Il faudrait effectivement avoir le courage d'adopter une posture aussi intraitable quand il s'agit de défendre la capacité nourricière de notre territoire agricole.

Bien sûr, si on décide de vraiment verrouiller nos terres à double tour, il va falloir prévoir plus de têtes et de bras, d'autant qu'un fort contingent d'agriculteurs se prépare à la retraite. Il est donc impératif de sécuriser des salaires décentes de même que des conditions de travail soutenables. Présentement, tout part en vrille — la valeur des terres et des prêts, le prix de la machinerie et de la main-d'oeuvre —, au point que la Financière agricole du Québec n'arrive pas à adapter ses programmes en conséquence.

La relève est trop fragile. Il faut mieux la soutenir en refroidissant les appétits des investisseurs corporatifs les plus gourmands, avec l'imposition par Ottawa d'une taxe imposée à des taux supérieurs par exemple. Engagé dans une ambitieuse réforme dont on espère gros, le ministre québécois de l'Agriculture, André Lamontagne, insiste pour sa part sur une « massification » de l'engagement à faire évoluer nos manières de cultiver. Il a raison, l'adhésion des producteurs sera décisive.

Reste qu'on aimerait voir tous nos ordres de gouvernement aborder ce dossier vital avec la même intensité que celle déployée par Québec pour dérouler le tapis rouge à la filière batterie. N'ayons pas peur d'élargir les droits des producteurs agricoles en matière de production et de vente directe. Évaluons la pertinence d'autoriser le don direct. Multiplions les circuits courts. Tendons vers une meilleure réciprocité des normes, autrement, nos produits continueront de faire pâle figure devant les concurrents étrangers.

Car l'abordabilité est au coeur d'une autre portion importante de l'équation, qui, elle, appartient à tous les Québécois. La souveraineté alimentaire n'advient pas sans un changement en profondeur de nos habitudes de consommation. Manger local n'arrive pas par magie. Un peu comme pour la vie à deux, il va falloir « se choisir » sans relâche, ce qui nécessitera des efforts et, oui, des concessions.

Mais on ne part pas de rien. Le Québec compte 600 villages à forte vocation agricole. Notre ingéniosité est grande, et de l'adversité, on en mange au petit-déjeuner depuis quelques siècles déjà. On peut rêver tout haut d'une saine souveraineté alimentaire sans verser dans le pelletage de nuages. C'est un choix politique, un choix collectif. On met la table ?